

RCS : CAHORS Code greffe : 4601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAHORS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1987 B 00056 Numéro SIREN : 341 055 705 Nom ou dénomination : BIARS DISTRIBUTION
--

Ce dépôt a été enregistré le 26/09/2022 sous le numéro de dépôt 3138

BIARS DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros

Siège social : 66 Avenue de la République

46130 BIARS SUR CERE

341 055 705 RCS CAHORS

COMPTES ANNUELS

BILAN – COMPTE DE RESULTAT – ANNEXE

exercice clos le 31 janvier 2022

Pour copie certifiée conforme

Le Président





BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	8 853 834	2 981 381	5 872 453	4 917 817
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	242 366	114 425	127 940	131 933
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	128 029	114 425	13 604	17 596
FONDS COMMERCIAL (1)	114 336		114 336	114 336
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 832 905	2 866 955	2 965 950	2 009 948
TERRAINS	50 357	38 230	12 127	2 933
CONSTRUCTIONS	1 462 561	454 066	1 008 495	412 097
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 055 374	1 865 634	1 189 739	1 318 362
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 264 612	509 024	755 587	231 554
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				45 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	2 778 562		2 778 562	2 775 935
PARTICIPATIONS	1 790 712		1 790 712	1 790 712
TITRES IMMOBILISES DIVERS	667 780		667 780	664 899
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	320 069		320 069	320 323
ACTIF CIRCULANT	8 967 327	186 147	8 781 180	8 638 681
STOCKS ET EN-COURS	4 526 489	105 498	4 420 991	3 593 961
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 824		8 824	7 220
MARCHANDISES	4 517 665	105 498	4 412 167	3 586 741
ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				67 026
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	768 858	12 649	756 209	519 891
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	268 356	12 649	255 707	213 621
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	500 502		500 502	306 269
CREANCES DIVERSES (3)	2 364 945	68 000	2 296 945	2 690 787
DISPONIBILITES	1 244 731		1 244 731	1 702 133
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	62 302		62 302	64 880
TOTAL GENERAL	17 821 161	3 167 528	14 653 633	13 556 498
(1) Dont droit au bail			1 500	
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	7 552 745	6 675 107
CAPITAL	100 000	100 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	27 692	27 692
RESERVES	6 547 415	5 535 294
RESERVE LEGALE	10 000	10 000
AUTRES RESERVES	6 537 415	5 525 294
RESULTAT DE L'EXERCICE	877 638	1 012 121
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>7 552 745</i>	<i>6 675 107</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	70 685	60 000
PROVISIONS POUR RISQUES	70 685	60 000
DETTES (1)	7 030 202	6 821 391
DETTES FINANCIERES (2)	2 579 619	2 290 816
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	2 419 762	1 986 570
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	159 857	304 246
DETTES D'EXPLOITATION	4 420 975	4 215 047
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 134 196	2 924 135
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 245 636	1 234 589
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	41 141	56 322
DETTES DIVERSES	29 608	315 526
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	27 234	310 508
AUTRES DETTES DIVERSES	2 373	5 018
TOTAL GENERAL	14 653 633	13 556 498
(1) Dont à plus d'un an	1 915 983	1 448 620
Dont à moins d'un an	5 114 220	5 372 771
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	3 913	71 610

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	39 922 894	35 303 222
VENTES DE MARCHANDISES	35 824 200	32 681 850
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	3 179 370	1 720 193
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	770 434	677 203
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	39 774 004	35 079 246
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11 005	35 020
REPRISES SUR PROVISIONS	115 788	146 860
TRANSFERTS DE CHARGES	8 853	19 223
AUTRES PRODUITS	13 242	22 872
CHARGES D'EXPLOITATION	38 443 039	33 346 261
ACHATS DE MARCHANDISES	30 554 221	25 561 432
VARIATION DES STOCKS	(816 421)	67 400
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	84 485	67 586
VARIATION DES STOCKS	(1 604)	4 431
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 911 966	3 497 866
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	483 676	398 090
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 719 772	2 471 664
CHARGES SOCIALES	858 112	796 521
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	505 748	343 055
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	106 992	114 678
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	10 685	
AUTRES CHARGES	25 402	23 533
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 479 854	1 956 961
PRODUITS FINANCIERS	198 857	224
PARTICIPATIONS	154 993	
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	3 863	224
REPRISES SUR PROVISIONS	40 000	
CHARGES FINANCIERES	312 730	115 778
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		108 000
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	312 730	7 778
RESULTAT FINANCIER	(113 872)	(115 554)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 365 982	1 841 406



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 000	9 050
SUR OPERATIONS DE GESTION		2 050
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	12 000	7 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 000	128
SUR OPERATIONS DE GESTION		128
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	12 000	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		8 921
PARTICIPATION DES SALARIES	254 605	365 234
IMPOTS SUR LES BENEFICES	233 739	472 973
<i>Total des produits</i>	<i>40 133 751</i>	<i>35 312 496</i>
<i>Total des charges</i>	<i>39 256 113</i>	<i>34 300 375</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	877 638	1 012 121
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	148 350	
Charges financières concernant les entreprises liées		

A N N E X E

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

La société a investi dans la mise en place de panneaux photovoltaïque, ainsi que dans la réfection du parking et du Bati Brico Jardi à hauteur de 1 100 k€ intégralement financée par emprunt.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 36 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	6 à 10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	8 à 20 ans	- Matériel de transport :	5 à 8 ans
- Matériel de bureau :	3 à 8 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

L'écart d'amortissements entre le mode dégressif et le mode linéaire est constaté en amortissement dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 10 180 actions.

Fonds commercial

MOULIDIS	Acquisition le 01/02/2017	114 337 €
----------	---------------------------	-----------

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	242 629	5 858	6 120	242 367
Immobilisations corporelles	4 381 005	1 463 900		5 832 906
Immobilisations financières - titres	2 455 612	2 881		2 458 493
Immobilisations financières - créances	320 324	3 326	3 581	320 069
	7 399 570	1 475 965	9 701	8 853 834

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	110 695	9 850	6 120	114 426
Immobilisations corporelles	2 371 057	495 899		2 866 956
	2 481 752	505 749 (*)	6 120	2 981 381
(*) Dont dotation :				
. linéaire		460 058		
. dégressive		45 690		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	60 000	10 685		70 685
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	234 943	106 992	155 788	186 147
	294 943	117 677 (*)	155 788 (*)	256 832
(*) Dont :				
. exploitation		117 677	115 788	
. financier			40 000	
. exceptionnel				

(1) La provision pour risque et charges se décompose ainsi :

- une quote part de la société dans un litige de la société coopérative nationale assignée par le ministre de l'Economie et des Finances devant le tribunal de commerce de Paris pour une restitution aux fournisseurs de remises additionnelles. Les sommes susceptibles d'être reversées par la société s'élèvent à 60 000 €. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue.
- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 10 685 €.

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	320 069	1 500	318 569
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	768 859	768 859	
Créances diverses	2 364 946	2 364 946	
Charges constatées d'avance	62 303	62 303	
	3 516 176	3 197 607	318 569

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN AN CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	4 765	4 765		
Emprunts bancaires (1)	2 414 998	593 257	1 627 875	193 866
Emprunts & dettes financières divers (2)	159 858	65 615	94 243	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 420 975	4 420 975		
Dettes diverses	29 608	29 608		
Produits constatés d'avance				
	7 030 203	5 114 220	1 722 118	193 866

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires	852
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice	1 100 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice	599 245
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales	45 167

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir ne nécessitent pas d'informations particulières.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché se ventile de la façon suivante :

- Magasin	31 097 297	28 960 793
- Station-service	8 676 707	6 118 453
	<u>39 774 004</u>	<u>35 079 246</u>

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	9
- Agents de maîtrise	9
- Employés	<u>94</u>
	112

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cessions des immobilisations corporelles	12 000	12 000

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	101 030
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	<u>153 575</u>
	254 605

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun de 26.50%, cette charge d'impôt étant diminuée d'éventuels crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère SAGEK.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	321 251
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 87 512
	233 739

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 26.50 %)	49 059
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 25 %)	25 804

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, gage).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales (SCI REPUBLIQUE)	2 348 789	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.50 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.90 % (*) (**);

- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2021.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des quatre dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 269 224 €

Entreprises liées	SAGEK	SCI REPUBLIQUE	GRIMEN
Participations	-	1 516 338	274 374
Immobilisations financières diverses	-	104 883	-
Créances diverses	1 689 179	-	-
Prêts	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Produits de participation	-	148 350	-
Autres produits financiers	-	-	-
Charges financières	-	-	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A. GRIMEN 1125 avenue Charles de Gaulle 46400 St Laurent Les Tours R.C.S. CAHORS 333 188 399	S.C.I. REPUBLIQUE 66, avenue de la République 46130 BIARS SUR CERE R.C.S. CAHORS 340 151 570
Capital	267 575	1 500
Réserves et RAN avant affectation du résultat	6 227 519	2 633 565
Quote-part du capital détenu	75.40 %	98.90%
Valeur brute des titres détenus	274 374	1 516 338
Valeur nette des titres détenus	274 374	1 516 338
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	2 348 789
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	26 523 418	1 339 959
Résultat du dernier exercice clos	882 915	568 123
Dividendes encaissés	-	148 350

S.N.C. LUBERSAC DISTRIBUTION
 Zone de Tauvent
 19210 LUBERSAC
 R.C.S. BRIVE 538 283 763

Filiales & participations entre 10 & 50 %

Capital	2 331 000
Réserves et RAN avant affectation du résultat	-141 460
Quote-part du capital détenu	10.80%
Valeur brute des titres détenus	1
Valeur nette des titres détenus	1
Prêts et avances consentis	410 297
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	9 732 338
Résultat du dernier exercice clos	- 5 019 391
Dividendes encaissés	-

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. SAGEK

66 Avenue de la République – 46 130 BIARS SUR CERE

R.C.S. : CAHORS 479 005 852

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

BIARS DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : 66 Avenue de la République
46130 BIARS SUR CERE
341 055 705 RCS CAHORS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 10 JUIN 2022

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS

LE 31 JANVIER 2022

SOUMISE ET ADOPTÉE

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de distribuer à titre de dividendes la somme de 3 491 740,00 euros prélevée de la manière suivante :

- Sur le résultat bénéficiaire, la totalité, soit la somme de 877 638,04 euros
- Sur le poste « Autres réserves », la somme de 2 614 101,96 euros

TOTAL 3 491 740,00 euros

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 343 euros.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Rappel des dividendes distribués

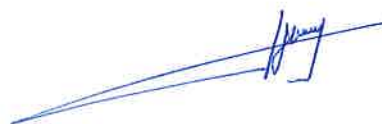
Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la Société n'a pas distribué de dividendes au titre des exercices clos le 31 janvier 2021 et le 31 janvier 2020, et a procédé à une distribution de dividendes d'un montant de 300 000 euros au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2019 et que ces revenus étaient éligibles à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée.

Pour copie certifiée conforme

Le Président

Monsieur Stéphane HENRY



BIARS DISTRIBUTION SAS

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 janvier 2022

**Exercice clos le 31 janvier 2022
BIARS DISTRIBUTION
SAS au capital de 100 000 €
66, avenue de la République
46130 Biars-sur-Cère**

BIARS DISTRIBUTION
SAS au capital de 100 000 €
66, avenue de la République
46130 Biars-sur-Cère

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 janvier 2022

A l'assemblée générale de la société BIARS DISTRIBUTION,

I- OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS BIARS DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II- FONDEMENT DE L'OPINION

➤ *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

➤ *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment celles relatives à l'évaluation des stocks ainsi qu'à la comptabilisation du chiffre d'affaires et son rapprochement avec le logiciel commercial.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

V- RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI- RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

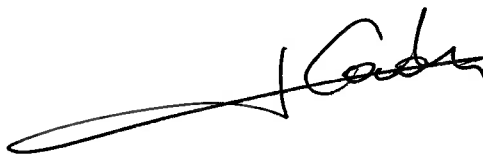
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre

en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux, le 26 mai 2022

SARL BORDAUDIT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Cadren', with a long horizontal stroke extending to the left.

Jean-Marie CADREN
Commissaire aux Comptes


BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	8 853 834	2 981 381	5 872 453	4 917 817
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	242 366	114 425	127 940	131 933
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	128 029	114 425	13 604	17 596
FONDS COMMERCIAL (1)	114 336		114 336	114 336
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 832 905	2 866 955	2 965 950	2 009 948
TERRAINS	50 357	38 230	12 127	2 933
CONSTRUCTIONS	1 462 561	454 066	1 008 495	412 097
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 055 374	1 865 634	1 189 739	1 318 362
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 264 612	509 024	755 587	231 554
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				45 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	2 778 562		2 778 562	2 775 935
PARTICIPATIONS	1 790 712		1 790 712	1 790 712
TITRES IMMOBILISES DIVERS	667 780		667 780	664 899
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	320 069		320 069	320 323
ACTIF CIRCULANT	8 967 327	186 147	8 781 180	8 638 681
STOCKS ET EN-COURS	4 526 489	105 498	4 420 991	3 593 961
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	8 824		8 824	7 220
MARCHANDISES	4 517 665	105 498	4 412 167	3 586 741
ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				67 026
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	768 858	12 649	756 209	519 891
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	268 356	12 649	255 707	213 621
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	500 502		500 502	306 269
CREANCES DIVERSES (3)	2 364 945	68 000	2 296 945	2 690 787
DISPONIBILITES	1 244 731		1 244 731	1 702 133
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	62 302		62 302	64 880
TOTAL GENERAL	17 821 161	3 167 528	14 653 633	13 556 498

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

1 500

BORD'AUDIT
 COMMISSAIRES AUX COMPTES

 33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
 Tél. : 08 66 98 68 77
 Mail : m.cadren@bordaudit.fr
 N° SIREN : 493 478 514



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	7 552 745	6 675 107
CAPITAL	100 000	100 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	27 692	27 692
RESERVES	6 547 415	5 535 294
RESERVE LEGALE	10 000	10 000
AUTRES RESERVES	6 537 415	5 525 294
RESULTAT DE L'EXERCICE	877 638	1 012 121
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	7 552 745	6 675 107
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	70 685	60 000
PROVISIONS POUR RISQUES	70 685	60 000
DETTES (1)	7 030 202	6 821 391
DETTES FINANCIERES (2)	2 579 619	2 290 816
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	2 419 762	1 986 570
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	159 857	304 246
DETTES D'EXPLOITATION	4 420 975	4 215 047
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 134 196	2 924 135
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 245 636	1 234 589
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	41 141	56 322
DETTES DIVERSES	29 608	315 526
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	27 234	310 508
AUTRES DETTES DIVERSES	2 373	5 018
TOTAL GENERAL	14 653 633	13 556 498
(1) Dont à plus d'un an	1 915 983	1 448 620
Dont à moins d'un an	5 114 220	5 372 771
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	3 913	71 610

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tel. : 05 66 98 68 77
Mail : m.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 823 978 512



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	39 922 894	35 303 222
VENTES DE MARCHANDISES	35 824 200	32 681 850
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	3 179 370	1 720 193
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	770 434	677 203
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	39 774 004	35 079 246
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11 005	35 020
REPRISES SUR PROVISIONS	115 788	146 860
TRANSFERTS DE CHARGES	8 853	19 223
AUTRES PRODUITS	13 242	22 872
CHARGES D'EXPLOITATION	38 443 039	33 346 261
ACHATS DE MARCHANDISES	30 554 221	25 561 432
VARIATION DES STOCKS	(816 421)	67 400
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	84 485	67 586
VARIATION DES STOCKS	(1 604)	4 431
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	3 911 966	3 497 866
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	483 676	398 090
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 719 772	2 471 664
CHARGES SOCIALES	858 112	796 521
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	505 748	343 055
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	106 992	114 678
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	10 685	
AUTRES CHARGES	25 402	23 533
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 479 854	1 956 961
PRODUITS FINANCIERS	198 857	224
PARTICIPATIONS	154 993	
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	3 863	224
REPRISES SUR PROVISIONS	40 000	
CHARGES FINANCIERES	312 730	115 778
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		108 000
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	312 730	7 778
RESULTAT FINANCIER	(113 872)	(115 554)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 365 982	1 841 406

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 429 476 514



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 000	9 050
SUR OPERATIONS DE GESTION		2 050
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	12 000	7 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 000	128
SUR OPERATIONS DE GESTION		128
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	12 000	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		8 921
PARTICIPATION DES SALAIRES	254 605	365 234
IMPOTS SUR LES BENEFICES	233 739	472 973
<i>Total des produits</i>	<i>40 133 751</i>	<i>35 312 496</i>
<i>Total des charges</i>	<i>39 256 113</i>	<i>34 300 375</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	877 638	1 012 121
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	148 350	

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 476 514

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

La société a investi dans la mise en place de panneaux photovoltaïque, ainsi que dans la réfection du parking et du Bati Brico Jardi à hauteur de 1 100 k€ intégralement financée par emprunt.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordautil.fr
N° SIREN : 423 475 814

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 36 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	6 à 10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	8 à 20 ans	- Matériel de transport :	5 à 8 ans
- Matériel de bureau :	3 à 8 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

L'écart d'amortissements entre le mode dégressif et le mode linéaire est constaté en amortissement dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**Capital**

Le capital social se compose de 10 180 actions.

Fonds commercial

MOULIDIS

Acquisition le 01/02/2017

114 337 €

BORD'AUDIT
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
 Tél. : 05 56 98 66 77
 Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
 N° BIREN : 423 476 614

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	242 629	5 858	6 120	242 367
Immobilisations corporelles	4 381 005	1 463 900		5 832 906
Immobilisations financières - titres	2 455 612	2 881		2 458 493
Immobilisations financières - créances	320 324	3 326	3 581	320 069
	7 399 570	1 475 965	9 701	8 853 834

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	110 695	9 850	6 120	114 426
Immobilisations corporelles	2 371 057	495 899		2 866 956
	2 481 752	505 749 (*)	6 120	2 981 381
(*) Dont dotation :				
. linéaire		460 058		
. dégressive		45 690		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	60 000	10 685		70 685
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	234 943	106 992	155 788	186 147
	294 943	117 677 (*)	155 788 (*)	256 832
(*) Dont :				
. exploitation		117 677	115 788	
. financier			40 000	
. exceptionnel				

(1) La provision pour risque et charges se décompose ainsi :

- une quote part de la société dans un litige de la société coopérative nationale assignée par le ministre de l'Economie et des Finances devant le tribunal de commerce de Paris pour une restitution aux fournisseurs de remises additionnelles. Les sommes susceptibles d'être reversées par la société s'élèvent à 60 000 €. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue.
- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 10 685 €.

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 476 514

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	320 069	1 500	318 569
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	768 859	768 859	
Créances diverses	2 364 946	2 364 946	
Charges constatées d'avance	62 303	62 303	
	3 516 176	3 197 607	318 569

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	4 765	4 765		
Emprunts bancaires (1)	2 414 998	593 257	1 627 875	193 866
Emprunts & dettes financières divers (2)	159 858	65 615	94 243	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 420 975	4 420 975		
Dettes diverses	29 608	29 608		
Produits constatés d'avance				
	7 030 203	5 114 220	1 722 118	193 866

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires	852
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice	1 100 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice	599 245
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales	45 167

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir ne nécessitent pas d'informations particulières.

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 478 514

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché se ventile de la façon suivante :

- Magasin	31 097 297	28 960 793
- Station-service	8 676 707	6 118 453
	<u>39 774 004</u>	<u>35 079 246</u>

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	9
- Agents de maîtrise	9
- Employés	<u>94</u>
	112

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Cessions des immobilisations corporelles	12 000	12 000

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	101 030
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	<u>153 575</u>
	254 605

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun de 26.50%, cette charge d'impôt étant diminuée d'éventuels crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère SAGEK.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	321 251
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 87 512
	233 739

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 26.50 %)	49 059
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 25 %)	25 804

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, gage).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales (SCI REPUBLIQUE)	2 348 789	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.50 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.90 % (*) (**)

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 476 514

- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2021.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des quatre dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 269 224 €

Entreprises liées	SAGEK	SCI REPUBLIQUE	GRIMEN
Participations	-	1 516 338	274 374
Immobilisations financières diverses	-	104 883	-
Créances diverses	1 689 179	-	-
Prêts	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Produits de participation	-	148 350	-
Autres produits financiers	-	-	-
Charges financières	-	-	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A. GRIMEN 1125 avenue Charles de Gaulle 46400 St Laurent Les Tours R.C.S. CAHORS 333 188 399	S.C.I. REPUBLIQUE 66, avenue de la République 46130 BIARS SUR CERE R.C.S. CAHORS 340 151 570
Capital	267 575	1 500
Réserves et RAN avant affectation du résultat	6 227 519	2 633 565
Quote-part du capital détenu	75.40 %	98.90%
Valeur brute des titres détenus	274 374	1 516 338
Valeur nette des titres détenus	274 374	1 516 338
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	2 348 789
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	26 523 418	1 339 959
Résultat du dernier exercice clos	882 915	568 123
Dividendes encaissés	-	148 350

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 476 514

S.N.C. LUBERSAC DISTRIBUTION
Zone de Touvent
19210 LUBERSAC
R.C.S. BRIVE 538 283 763

Filiales & participations entre 10 & 50 %

Capital	2 331 000
Réserves et RAN avant affectation du résultat	-141 460
Quote-part du capital détenu	10.80%
Valeur brute des titres détenus	1
Valeur nette des titres détenus	1
Prêts et avances consentis	410 297
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	9 732 338
Résultat du dernier exercice clos	- 5 019 391
Dividendes encaissés	-

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. SAGEK

66 Avenue de la République – 46 130 BIARS SUR CERE

R.C.S. : CAHORS 479 005 852

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

BORD'AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES

33, Allée Louvois - 33200 BORDEAUX
Tél. : 05 56 98 65 77
Mail : jm.cadren@bordaudit.fr
N° SIREN : 423 476 514

